

collectivité mondiale à garantir la stabilité de tout règlement auquel elles participeraient en un sens de manière directe. Une organisation internationale de contrôle efficace, quels que soient sa composition et son parrainage, devra jouir d'un appui suffisant pour pouvoir agir de façon à ce que l'ingérence militaire soit véritablement éliminée et non provisoirement camouflée, et que l'expression d'un choix politique ne soit pas soumise à la coercition.

La perspective offerte par une période de calme dans laquelle les peuples intéressés seraient assurés de ne pas voir les efforts qu'ils déploient pour la solution de leurs problèmes sapés à la base par une intervention coercitive et une subversion politique présenterait certes de l'attrait pour tous les membres de la collectivité internationale. Le Gouvernement canadien, comme le Gouvernement américain, est d'avis que la mise en valeur du bassin du Mékong et des régions attenantes offre des possibilités qui seraient d'un immense profit pour les peuples de la région. Un programme d'ensemble pour l'exploitation et l'utilisation de ces richesses dont résulterait un mode de vie plus prospère pour les habitants de cette partie du monde pourrait être élaboré facilement et susciterait sans aucun doute une réaction généreuse de la part de tous les pays qui seraient en mesure d'y participer. Le Président des Etats-Unis a déjà indiqué l'ampleur de la contribution que son pays est prêt à fournir. Le Gouvernement canadien a également exprimé son intention de participer à cette initiative de manière appropriée. Des progrès marqués, bien que limités, ont déjà été accomplis